

Burundi : recensement ethnique dénoncé

@rib News, 20/08/2008 - Source AFP Les partis d'opposition burundais ont vivement protesté aujourd'hui après la révélation par la presse locale d'un recensement "clandestin", ethnique et politique, en cours depuis plusieurs jours, des fonctionnaires de ce pays. Selon des correspondances rendues publiques mardi soir par les principales radios privées du Burundi, les ministres ont demandé aux principaux cadres du pays de "remplir avec urgence la fiche d'identification des personnels sous vos ordres".

Ce recensement, qui se fait "dans le cadre du respect des équilibres prévus par la Constitution du Burundi", a été ordonné par "une commission d'enquête sénatoriale sur l'état du respect des équilibres au sein de l'administration publique", précise l'une de ces lettres. "Vous devrez procéder avec prudence et discrétion pour ne pas fausser l'enquête ou semer la panique dans vos services", précise la lettre. L'ensemble des partis d'opposition, hutus et tutsis, ont critiqué l'organisation d'un recensement "clandestin". "Ce recensement ethnique et politique organisé est très inquiétant, d'autant qu'il est en train d'être fait clandestinement et qu'il est basé sur une mauvaise interprétation de la Constitution du Burundi", a ainsi déclaré mercredi à la presse Catherine Mabobori, porte-parole du principal parti tutsi, l'Uprona. Selon la Constitution adoptée en 2005 et qui consacre le partage du pouvoir entre les deux principales ethnies de ce pays, le gouvernement et l'Assemblée nationale sont composés de 60% de Hutus (85% de la population) et de 40% de Tutsis (14%), alors que le Sénat, l'armée et la police sont paritaires. Lors d'un point de presse mercredi, le président du Sénat, Gervais Rufyikiri, a de son côté jugé "normal que le Sénat collecte avec une certaine discrétion ces données afin de vérifier si les équilibres ethniques, régionaux et de genre prévus par la Constitution sont respectés". Petit pays d'Afrique centrale, le Burundi tente de sortir de 14 ans de guerre civile, qui a opposé l'armée dominante jusqu'à récemment par la minorité tutsie et des mouvements rebelles hutus. Le pays est dirigé depuis 2005 par un pouvoir dominé par la majorité hutue.